

wan, de Spiritwood en Saskatchewan, de Saskatoon et d'autres localités honorables de la Saskatchewan.

M. le Président: A l'ordre!

[Français]

ON DEMANDE LE MAINTIEN DES QUOTAS SUR LES CHAUSSURES

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, dans un premier temps, suite à la très mauvaise décision concernant les quotas de la chaussure, j'ai ici sous les yeux une pétition qui a été signée par plusieurs centaines de travailleurs qui déplorent cette décision tout simplement odieuse d'abandonner les quotas dans le domaine de la chaussure.

Or, ces Canadiens et Canadiennes voudraient, par le biais de cette pétition que je dépose à la Chambre, que le gouvernement revise sa décision de façon à redonner des emplois qui sont perdus depuis cette mauvaise décision.

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): J'ai également, monsieur le Président, plusieurs autres pétitions qui concernent, cette fois, une autre grande préoccupation, à savoir, la question des allocations familiales. Des centaines de mères de familles, et je devrais dire plutôt des milliers et ce serait encore plus réaliste, sont horrifiées par la décision tout simplement odieuse que le gouvernement conservateur veut nous faire accepter de désindexer les allocations familiales.

Or, monsieur le Président, ces Canadiens et Canadiennes veulent l'abandon de cette loi, ou tout au moins, voudraient voir le rétablissement de la pleine indexation.

Ces pétitions, monsieur le Président, nous viennent de plusieurs circonscriptions électorales. Je vous citerai, et compte tenu des règles établies, simplement la provenance des pétitions. J'en ai une première qui vient de la circonscription fédérale de Manicouagan, monsieur le Président. J'en ai une autre qui vient de la circonscription . . . parce que le député ne fait rien, de la circonscription fédérale de Champlain . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Sans commentaire et brièvement, s'il vous plaît.

M. Tardif: J'ai une autre pétition, monsieur le Président, et toujours sur la même question de la désindexation des allocations familiales, de la circonscription fédérale de Champlain. Une quatrième, monsieur le Président, cette fois-là, de la circonscription fédérale de Québec-Est, dans la province de Québec. Dans la circonscription fédérale de Portneuf dans la province de Québec, où, encore là, plusieurs Canadiens et Canadiennes sont intervenus . . . Monsieur le Président, je

Pétitions

tente d'être le plus expéditif possible, me contentant exclusivement de nommer la circonscription d'où cela vient.

M. le Président: A l'ordre! J'invite l'honorable député . . .

[Traduction]

J'invite le député à déposer le reste de ses pétitions auprès du greffier. Cela aura exactement le même effet.

[Français]

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, moi aussi j'ai plusieurs pétitions qui viennent de différentes circonscriptions concernant la désindexation des allocations familiales. Ces citoyens demandent que le gouvernement rétablisse la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

Ils citent des coupures budgétaires de 55 millions qui seront imposées au chapitre de l'aide à la famille d'ici deux ans si le gouvernement ne revise pas cette mesure budgétaire injuste et discriminatoire.

Monsieur le Président, j'achève . . . justement ces pétitions, en commençant par la belle circonscription multiculturelle de Saint-Léonard-Anjou . . .

Des voix: Bravo!

M. Gagliano: Et encore de la circonscription de Saint-Hyacinthe, de la circonscription fédérale de Peterborough en Ontario. De la circonscription fédérale de Mississauga dans le Sud de l'Ontario. De la circonscription fédérale de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick et la dernière, monsieur le Président, de Richmond-Delta-Sud en Colombie-Britannique.

[Traduction]

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-70

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions concernant le retrait du projet de loi C-70 qui aurait pour effet de réduire l'indexation des allocations familiales. Afin de faciliter les choses, je me contenterai de donner le lieu d'origine des pétitions. Elles proviennent des circonscriptions d'Etobicoke-Centre, Brampton-Georgetown, de St. Catharines et de Fort Érié, de Calgary-Nord et Calgary-Sud, de Renfrew-Nipissing-Pembroke qui est très bien représentée, de Scarborough-Est, de York-Centre et Beaches, d'Edmonton-Nord et Strathcona, d'Edmonton-Sud et de Brampton et Beaches.

J'ai une autre pétition provenant de la circonscription de Shefford. J'en ai une autre de la circonscription de Malpèque.

M. le Président: Je prierai le député de conclure brièvement.

M. Baker: Oui, monsieur le Président. J'en ai d'autres des circonscriptions de Mississauga-Sud, York-Nord, de Vancouver et d'Edmonton-Strathcona.